



PLAN LOCAL D'URBANISME DE VOIRON MODIFICATION N° 5

CADRE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Mars 2019

Cette note présente les éléments relatifs à l'enquête publique devant être portés à la connaissance du public, conformément à l'article R 123-8 du code de l'environnement.

1. Mention des textes qui régissent l'enquête publique

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement.

	Articles
Champ d'application et objet de l'enquête publique	L 123-1 à 123-2 R 123-1
Procédure et déroulement de l'enquête publique	L 123-3 à L 123-18 R 123-2 à R 123-25

2. Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure de modification

La procédure de modification du PLU est engagée à l'initiative du Président de l'établissement public de coopération intercommunal compétent en matière de document d'urbanisme ou du Maire (ici le Maire de Voiron) pour modifier le règlement ou les orientations

d'aménagement, sauf dans les cas où une révision s'impose (article L 153-36 du code de l'urbanisme).

Un dossier est élaboré.

Il est transmis à l'Autorité environnementale dans le cadre de l'examen au cas par cas, avec le formulaire ad'hoc. L'Autorité environnementale a deux mois pour faire savoir à la collectivité si une évaluation environnementale est nécessaire, compte tenu des caractéristiques du projet.

Le dossier est également transmis aux personnes publiques associées (Etat, Région, Département, établissement public de coopération intercommunal, chambres consulaires...), suffisamment tôt pour qu'elles puissent faire part à la collectivité de leurs observations le cas échéant.

L'article L 153-41 du code de l'urbanisme impose l'organisation d'une enquête publique lorsque le projet de modification a pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- Soit d'appliquer l'article L 131-9 du présent code.

Cette enquête publique a pour objectif de permettre au public de prendre connaissance des éléments du dossier et des avis des personnes publiques associées, et de formuler des observations ou

des demandes. Un commissaire-enquêteur est nommé par le tribunal administratif. Il étudie le dossier et assure plusieurs permanences afin de rencontrer les personnes qui le désirent.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur rédige un rapport qu'il remet à la collectivité dans un délai d'un mois. Ce rapport contient une analyse des observations formulées par le public, ainsi qu'une conclusion.

Il est assorti d'un avis favorable ou défavorable, et peut comporter des réserves ou des recommandations.

Si l'avis du commissaire-enquêteur est favorable sous réserves, celles-ci doivent être levées. Dans le cas contraire, son avis doit être regardé comme défavorable.

Les recommandations éventuelles du commissaire-enquêteur peuvent être, ou non, prises en compte par la collectivité.

L'article L153-43 du code de l'urbanisme prévoit qu'à l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur, est approuvé par l'autorité compétente, ici le conseil municipal de Voiron.

3. Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et autorité compétente pour prendre la décision d'approbation

Une analyse des avis des personnes publiques associées et du rapport du commissaire-enquêteur est réalisée par la collectivité.

En cas d'avis défavorable du commissaire-enquêteur, la collectivité peut décider de modifier son projet et relancer la procédure avec une nouvelle enquête publique, si ces modifications portent atteinte à l'économie générale du projet. Elle a également la possibilité de passer outre l'avis défavorable, à la condition de prendre une délibération motivée.